

En vue

Guerre en Iran : le cours des actions tient le choc

Si les marchés obligataires ont été chahutés, la Bourse affiche une résilience insolente depuis le début du conflit au Moyen-Orient, essentiellement tirée par l'intelligence artificielle

Gaétan Pierret

Depuis les premiers bombardements américains sur l'Iran, le 28 février, les marchés financiers résistent, bien que le conflit ait bouleversé en profondeur les prévisions macroéconomiques.

L'onde de choc a été importante sur le marché obligataire : le taux d'emprunt à dix ans de la France est passé de 3,4 % en février à 3,7 % en juin. Celui des Etats-Unis, inférieur à 4 % avant le conflit au Moyen-Orient, a bondi à un point haut de 4,7 % le 19 mai. Des mouvements de hausse similaires ont frappé le Japon et l'Europe. La hausse des coûts d'emprunt des Etats affecte l'ensemble de leurs économies, puisque les banques se basent en partie dessus pour financer les entreprises et les particuliers. En parallèle, le blocage du détroit d'Ormuz par les forces iraniennes, par lequel transitait un quart des échanges maritimes de pétrole avant la guerre, tire les prix de l'énergie à la hausse.

En quelques jours, les prévisions macroéconomiques ont été rendues caduques. « *En début d'année, tout le monde tablait sur une baisse de l'inflation et au moins une baisse des taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne [BCE] et de la Réserve fédérale américaine. Désormais, c'est tout l'inverse ! Les marchés anticipent une inflation à 4 % en Europe* », explique Alexandre Baradez, responsable de l'analyse de marchés chez le courtier IG. Résultat, la BCE a augmenté ses taux, jeudi 11 juin, à 2,25 %.

L'attrait de l'IA

Malgré quelques soubresauts, les investisseurs en Bourse ont, eux, vu la plupart des grands indices boursiers résister au choc. Depuis le début de l'année, le MSCI World (qui regroupe les 1 400 plus grandes entreprises cotées de 23 pays) et le S&P 500 (les grandes entreprises américaines) ont respectivement gagné 7 % et près de 6 %. La Bourse coréenne s'est, elle, envolée de 84 %. Sur la même période, le Stoxx Europe 600 progresse de près de 5 %. Longtemps en baisse, le MSCI Emerging Markets, lui, grimpe de plus de 18 %.

Par ailleurs, l'indice Nasdaq CTA Artificial Intelligence & Robotics a gagné plus de 5 % entre le début de l'année et le vendredi 12 juin montrant l'attrait de l'intelligence artificielle (IA) malgré les inquiétudes sur la valorisation des sociétés du secteur. L'année dernière pourtant, les investisseurs semblaient prendre leur distance vis-à-vis de l'IA, reprochant à ses champions leurs investissements faramineux, leur endettement important et leur absence de rentabilité. Pour M. Baradez, ce revirement s'explique par « la saison des résultats des entreprises américaines, qui a rassuré les marchés et repoussé les craintes sur la rentabilité ». Le niveau des valorisations invite, selon lui, à la prudence, rendant plus probable qu'elles subissent désormais « une correction plutôt qu'une forte hausse », car, si le secteur « réserve encore de belles perspectives de croissance », « tout cycle d'investissement finit par ralentir, aussi révolutionnaire soit-il ».

Investir dans l'IA coûte cher, ce qui peut compliquer l'entrée des épargnants novices sur le marché. Pour se faire une place, ils peuvent toujours opter pour des fonds d'investissement (avec leur assurance-vie ou un plan d'épargne-retraite, par exemple) ou des ETF (*exchange traded funds*, soit des fonds indiciels cotés). Christophe Brochard, président et fondateur du gestionnaire de patrimoine Groupe Quinze, propose aussi de s'exposer aux devises des pays émergents, notamment ceux d'Asie et d'Amérique latine, tels que le Brésil et le Chili, qui « jouent un rôle essentiel dans la chaîne d'approvisionnement de l'IA – semi-conducteurs pour



l'Asie, terres rares, cuivre et lithium en Amérique du Sud –, les rendant indispensables au développement de l'intelligence artificielle partout dans le monde ».

La dynamique de la Bourse témoigne ainsi de la confiance des investisseurs dans la capacité des économies mondiales à résister au conflit, mais aussi de leur propre habitude à absorber les crises.

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025, les investisseurs, professionnels comme particuliers, se sont habitués à son comportement erratique et à ses revirements incessants à propos de décisions ayant pourtant une incidence sur l'ensemble des grandes économies mondiales. En outre, depuis six ans, les perturbations de natures diverses s'enchaînent (Covid en 2020-2021, guerre en Ukraine depuis 2022, bombardements de Gaza depuis 2023...). De quoi les rendre moins sensibles à l'actualité. « *La fermeture du détroit d'Ormuz n'a eu qu'un impact plutôt mesuré sur les marchés financiers par rapport à ce que cela aurait provoqué il y a dix ans !* », appuie M. Brochard. D'après lui, « *les investisseurs ont intégré l'idée que le choc ne durerait pas, soit parce que le conflit se terminerait vite, soit parce que des voies alternatives se mettraient en place pour contourner le blocage* ».

La résilience des investisseurs date même d'avant 2020. Grâce à l'intelligence artificielle, le gérant de fortune Norman K a comparé la performance des principaux indices boursiers à la suite du déclenchement de guerres (celle du Golfe en 1990, d'Irak en 2003, en plus de celles plus récentes en Ukraine et à Gaza) et de chocs géopolitiques (attentats du 11 septembre 2001, annexion de la Crimée en 2014...). Selon son analyse, il ressort que, si tous les indices ont basculé dans le négatif après ces événements, quasiment tous sont repassés dans le vert le mois d'après.

Chute brutale de l'or

Finalement, la principale surprise de cette crise est la correction de l'or. « *Il fait habituellement office de valeur refuge en cas de choc, compensant la baisse des actifs risqués. C'est l'inverse qui s'est passé cette fois* », relate Grégoire Kounowski, conseiller en stratégie d'investissement chez Norman K. « *Son cours a été tiré à la hausse ces cinq dernières années par un mouvement de dédollarisation, c'est-à-dire la volonté de plusieurs pays, notamment émergents, de privilégier la constitution de réserves en or plutôt qu'en dollars, afin de réduire leur exposition aux risques liés à la politique monétaire et géopolitique américaine* », explique M. Brochard.

Après un plus haut à 5 418 dollars le 28 janvier, l'or est retombé à 5 370 dollars au lendemain du déclenchement de la guerre en Iran, avant de s'écrouler à un point bas de 4 100 dollars le 20 mars. Il a depuis repris un peu de couleurs et s'établissait vendredi 12 juin à 4 192 dollars, mais la chute a été suffisamment brutale pour remettre en question son statut d'actif refuge. M. Brochard attribue cette baisse aux ventes massives de réserves d'or des banques centrales et fonds souverains du Moyen-Orient : « *Confrontés à un ralentissement brutal de leurs économies du fait du conflit et à une pénurie de dollars liée à la fermeture du détroit d'Ormuz, ils ont cherché à obtenir rapidement des liquidités en vendant leurs positions. Cette même dynamique s'est observée chez de grandes familles de la région.* » M. Baradez y voit aussi un effet de la résistance des marchés financiers, qui a pu pousser les investisseurs à « *prendre leurs bénéfices sur l'or au profit de placements plus rémunérateurs comme des fonds obligataires* ». Plus de trois mois après le début de la guerre en Iran, les marchés financiers tiennent, mais leur résilience reste tributaire des aléas du conflit.

Aussi paru dans 14 juin 2026 -

© 2026 SA Le Monde. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20260616·LM·202606163×20×22043205146